Le dirigeant hongrois Viktor Orbán est l'adversaire numéro un désigné par Emmanuel Macron. Dans les faits, la diplomatie française se montre plutôt conciliante avec « l'épouvantail » hongrois.

Les élections européennes 2019 vues par *Le Courrier des Balkans* et *Le Courrier d'Europe centrale*

L'ambassadrice de France en Hongrie Pascale Andréani, au second rang à droite, lors d'un colloque samedi 23 mars à Budapest.

Le « nationalisme revendiqué » menace l'Europe et c'est le Hongrois Viktor Orbán qui l'incarne. Lors de la conférence des ambassadeurs et ambassadrices le 27 août dernier à Paris, c'est avec gravité et solennité que le président français Emmanuel Macron désignait ainsi l'ennemi, en amont des élections européennes du mois de mai.

Nommée en juillet dernier pour remplacer Éric Fournier, accusé d'accointances avec le pouvoir hongrois, la nouvelle ambassadrice de France à Budapest, Pascale Andréani, devait incarner une inflexion dans les relations entre la France et la Hongrie et mettre en œuvre la feuille de route guerrière du président français face au premier ministre hongrois.

« Il faut expliquer nos positions, il faut expliquer pourquoi nous sommes en désaccord, mais il y a peut-être aussi des sujets d'accord », interprétait néanmoins la diplomate dans un récent documentaire diffusé sur France 5, insistant sur les « *ponts* » à construire entre Paris et Budapest. Cette inclination de Pascale Andreani pour les ouvrages d'art l'a-t-elle amenée à certaines compromissions ? Le fait qu'elle assiste aux premières loges le week-end dernier au grand raout anti-immigration organisé à Budapest a en tout cas de quoi interroger.

Durant trois jours, plusieurs têtes d'affiche de l'internationale néo-conservatrice se sont donné rendez-vous dans la capitale hongroise pour échanger sur l'immigration comme « *enjeu-clé du XXIe siècle* ». Figuraient notamment au programme plusieurs ministres du gouvernement Orbán, l'historienne hongroise nostalgique de l'entre-deux guerres Mária Schmidt, des représentants de *think tanks* américains classés très à droite, le journaliste islamophobe Douglas Murray, un conseiller de Jair Bolsonaro, l'ancien président français Nicolas Sarkozy ou encore l'éditorialiste « grand-remplacementiste » Éric Zemmour, condamné en 2011 pour provocation à la discrimination raciale et en 2018 pour provocation à la haine envers les musulmans.

Dans cette optique, la présence de l'ambassadrice française à cet évènement (sans préjuger par ailleurs de sa qualité) ne peut que donner du crédit au *Kulturkampf* réactionnaire mené tambours battants en Hongrie, et conforter la stature internationale de Viktor Orbán qui porte aujourd'hui ce « *combat culturel* » au niveau européen. C'est en tout cas une drôle de façon qu'a la France de bâtir des ponts en Europe centrale.

La ministre de la famille du gouvernement Orbán décorée par la France